

ANNEXE COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31/03/2019



BOUYGUES

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

(Chiffres exprimés en millions d'euros sauf mention contraire)

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS.....	3
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE.....	5
NOTE 3	ACTIF NON COURANT.....	8
NOTE 4	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	9
NOTE 5	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES.....	10
NOTE 6	DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES.....	11
NOTE 7	VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	12
NOTE 8	ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCE INTERNATIONAL.....	13
NOTE 9	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL.....	14
NOTE 10	IMPÔT.....	14
NOTE 11	INFORMATION SECTORIELLE.....	15
NOTE 12	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	18
NOTE 13	IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 "CONTRATS DE LOCATION" ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 "INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX".....	19

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS

1.1 Faits significatifs du premier trimestre 2019

Les principales opérations et acquisitions du premier trimestre 2019 sont présentées ci-après :

- Le 18 janvier 2019, Bouygues Telecom a finalisé l'acquisition de 43,6 % du capital de Keyyo au prix de 34 euros par action, soit un investissement de 29 millions d'euros. A l'issue de l'offre publique d'achat volontaire déposée le 21 janvier 2019 au même prix unitaire sur l'ensemble du capital restant, Bouygues Telecom détient 85,4 % du capital (94,0 % y compris autocontrôle) pour un investissement financier de 57 millions d'euros. Par ailleurs, une dette de 6 millions d'euros a été constatée suite au lancement d'une seconde offre publique d'achat fin mars 2019. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 51 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 62 millions d'euros.
- Le 6 février 2019, la Commission européenne a rejeté le rapprochement entre Alstom et Siemens, qui ont décidé de ne pas contester cette décision. Le projet de fusion est ainsi abandonné.
- Le 12 février 2019, Bouygues Construction a introduit une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui fait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclame un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 180 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclame un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 11 millions d'euros.
- Le 14 février 2019, Colas a annoncé avoir signé un accord pour la cession de Smac à une filiale d'OpenGate Capital. Cette cession réduira le chiffre d'affaires de Colas d'environ 600 millions d'euros en base annuelle mais ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le résultat opérationnel. L'accord des autorités de concurrence a été obtenu et la cession effective est attendue d'ici fin mai 2019.
- Le 21 février 2019, Bouygues Telecom et Dzeta Partners ont annoncé avoir signé un accord relatif à l'acquisition par Bouygues Telecom de 100% du capital et des droits de vote de Nerim. La réalisation de cette opération est intervenue le 13 mars 2019, au prix de 55 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 45 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 54 millions d'euros.
- Le 28 février 2019, Newen a annoncé l'acquisition de 60% du capital de De Mensen, au prix de 18 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 14 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 30 millions d'euros, y compris l'acquisition des 40% du capital restant, qui s'effectuera en plusieurs étapes entre 2022 et 2028.

1.2 Faits significatifs du premier trimestre 2018

Les principales opérations et acquisitions du premier trimestre 2018 sont présentées ci-après :

- Le 12 janvier 2018, le gouvernement et le régulateur, d'une part, les quatre opérateurs mobiles, d'autre part, ont signé un accord (dit *New Deal Mobile*) visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour l'ensemble des français. C'est ainsi l'objectif d'aménagement numérique du territoire qui a été retenu, en imposant aux opérateurs de fortes obligations de couverture, en contrepartie du renouvellement de leurs autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz, et 2100 MHz pour une durée de dix ans. Etant donné que les autorisations en cours de Bouygues Telecom arrivaient à échéance respectivement en 2022 pour le 2100 MHz et 2024 pour le 900 MHz et le 1800 MHz, l'Arcep a, via la décision n° 2018-0680 du 3 juillet 2018, modifié les autorisations d'utilisation de fréquences actuelles pour y intégrer les nouvelles obligations de déploiements. Elle a par la suite, dans le cadre de la décision n° 2018-1390 du 15 novembre 2018, acté du renouvellement des fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz pour une

durée de dix ans. Bouygues Telecom se voit donc être titulaire de l'autorisation d'utiliser les fréquences 900 MHz et 1800 MHz jusqu'au 8 décembre 2034 et les fréquences 2100 MHz jusqu'au 11 décembre 2032. L'ensemble des bandes de fréquences sont désormais neutre technologiquement, et peuvent donc être utilisées indépendamment pour la 2G/3G/4G. Concomitamment, le gouvernement a publié le 28 septembre 2018 le nouveau décret Redevances auquel sont dorénavant assujetties les fréquences et qui acte une stabilisation du niveau des redevances. En conséquence, Bouygues Telecom a annulé la charge à payer enregistrée de 2014 à 2017 sur la part fixe des redevances fréquences 1 800 Mhz pour couvrir un risque de hausse de leur niveau. Cette charge à payer a été reprise en résultat consolidé au troisième trimestre 2018 pour 110 millions d'euros et comptabilisée en "Autres produits opérationnels".

- Le 17 janvier 2018, un accord relatif à l'acquisition par TF1 de la participation majoritaire du groupe Axel Springer (78,07 % du capital) dans le groupe aufeminin a été signé. Le groupe aufeminin a réalisé au titre de son exercice clos le 31 décembre 2017 un chiffre d'affaires de 113 millions d'euros et un résultat opérationnel de 12 millions d'euros. La réalisation de cette opération est intervenue le 27 avril 2018 pour un prix de 39,47 euros par action, soit 294 millions d'euros. TF1 a déposé le 22 mai 2018 une offre publique d'achat obligatoire simplifiée au même prix sur le solde du capital qui s'est terminée le 4 juillet 2018, puis une offre publique de retrait le 3 octobre 2018. À la suite de son approbation le 16 octobre 2018, cette offre de retrait a été lancée le 19 octobre 2018 et s'est terminée le 1^{er} novembre 2018, conférant ainsi au groupe TF1 100 % des actions et des droits de vote du groupe aufeminin. Au 31 décembre 2018, un *goodwill* provisoire de 204 millions d'euros a été enregistré après allocation du prix et l'endettement net a augmenté de 332 millions d'euros.
- Le 28 février 2018, Colas a réalisé l'acquisition de 100 % des titres du groupe Miller McAsphalt, conformément au protocole d'accord signé le 30 août 2017. Particulièrement présent en Ontario, le groupe Miller McAsphalt est un acteur majeur des travaux routiers et de la distribution de bitume au Canada. Il réalise un chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois derniers exercices d'environ 1,3 milliard de dollars canadiens et emploie 3 300 salariés. Le prix d'acquisition des titres payé à la date de réalisation de l'opération s'est élevé à 913 millions de dollars canadiens, soit 585 millions d'euros. Un complément de prix de 40 millions de dollars canadiens a été versé au troisième trimestre 2018, soit 26 millions d'euros. L'acquisition a été financée à hauteur de 410 millions d'euros par emprunt. En l'absence de comptes au 28 février 2018, les actifs et passifs de Miller McAsphalt n'ont pas été consolidés au 31 mars 2018 et le prix d'acquisition provisoire a été enregistré en *goodwill* provisoire pour 585 millions d'euros, impactant l'endettement net du même montant, et aucune contribution des activités acquises n'a été enregistrée pour le mois de mars 2018. Au 31 décembre 2018, l'endettement net a augmenté de 555 millions d'euros et le *goodwill* après allocation du prix s'élevait à la date de prise de contrôle à 90 millions d'euros.
- Le 26 mars 2018, Bouygues Construction et Colas ont annoncé l'acquisition de 100 % des titres d'Alpiq Engineering Services, spécialisée dans les activités de services multi-techniques pour le bâtiment et pour les infrastructures d'énergie, industrielles et de transport. Elle compte près de 7 650 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliard de francs suisses en 2017, essentiellement en Suisse (57 %), en Allemagne (24 %) et en Italie (12 %). Après obtention le 11 juillet 2018 de l'aval des autorités de concurrence européenne et suisse, la réalisation de cette opération est intervenue le 31 juillet 2018, sur la base d'une valeur d'entreprise de 850 millions de francs suisses (700 millions de francs suisses pour Bouygues Construction et 150 millions de francs suisses pour Colas Rail). Au 31 décembre 2018, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé après allocation du prix pour 563 millions d'euros, et l'endettement net a augmenté de 619 millions d'euros.
- Dans le cadre de l'accord du 31 janvier 2017 signé entre Bouygues Telecom et Cellnex (groupe espagnol), la cession des 1 800 sites télécoms existants s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2018. Au 31 décembre 2017, 715 sites étaient présentés au bilan en "Actifs détenus en vue de la vente" pour 38 millions d'euros. Au cours du premier trimestre 2018, 331 sites ont été cédés pour 94 millions d'euros ramenant les "Actifs détenus en vue de la vente" à 13 millions d'euros, après ajustement du périmètre des sites concernés. Une plus-value de 69 millions d'euros a été comptabilisée dans le résultat consolidé du premier

trimestre 2018 en “Autres produits opérationnels”. La vente des 1 200 nouveaux sites s’effectue sur cinq ans au rythme de leur construction.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 mars 2019

- Le 12 avril 2019, Bouygues Telecom a finalisé l’opération de rachat auprès des actionnaires minoritaires de Keyyo lui conférant 87,2% (95,8% y compris autocontrôle). Le 7 mai 2019, Bouygues Telecom a mis en œuvre une procédure de retrait obligatoire sur les titres non détenus au même prix unitaire que celui de l’offre initiale.
- Le 25 avril 2019, l’assemblée générale de Bouygues a voté la distribution d’un dividende de 1,70 euros pour chacune des 372 377 939 actions existantes au 31 décembre 2018. En tenant compte de l’annulation de 869 832 actions propres intervenue le 20 février 2019, le dividende global s’établit à 631 millions d’euros. Le paiement est intervenu le 3 mai 2019.
- Le 7 mai 2019, Alstom a annoncé qu’un dividende de 5,50 euros par action sera proposé à son assemblée générale qui se réunira le 10 juillet 2019. Le vote de cette résolution se traduirait par l’encaissement de 341 millions d’euros au troisième trimestre 2019.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») au 31 mars 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne. S’agissant de comptes condensés, ils n’incluent pas toute l’information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l’exercice clos le 31 décembre 2018.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l’IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l’ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l’organisme qui l’a précédé, le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l’Union européenne et applicables à cette date. Au 31 mars 2019, le Groupe n’applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l’Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d’euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l’état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l’annexe.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d’administration en date du 15 mai 2019.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 31 mars 2019 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l’exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2018 qui ont été retraités (note 13 de l’annexe) pour tenir compte de l’application au

1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 et avec les états financiers au 31 mars 2018 qui ont été retraités de l'application de la norme IFRS 16.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf pour les sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à la fin de période).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2018. Une baisse de 70 points de base du taux d'actualisation (2,10 % au 31 décembre 2018) se traduirait par une augmentation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 48 millions d'euros. Cet impact serait appréhendé dans l'état des charges et produits comptabilisés.

2.3 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 31 mars 2019, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2018 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2019.

- Norme IFRS et interprétation en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- **IFRS 16 : Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 "Contrats de location" appelée à remplacer IAS 17, ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation. Il l'a appliquée au 1^{er} janvier 2019 en retenant l'approche rétrospective avec présentation d'une année comparative pour sa première application.

Les impacts estimés de l'application d'IFRS 16 sur les états financiers au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2018 sont présentés en note 13 de l'annexe.

- **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. La nouvelle interprétation, adoptée par l'Union européenne le 23 octobre 2018, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'avait pas appliqué l'interprétation par anticipation.

L'impact de l'application de cette interprétation au 1^{er} janvier 2019 n'est pas matériel et est présenté en note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.4 Indicateurs financiers

2.4.1 EBITDA après Loyer

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après Loyer (résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives) corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Au premier trimestre 2018, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) non taxable dont bénéficiaient les sociétés françaises était comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le CICE a été remplacé par une réduction de cotisation salariale, majorant ainsi la base fiscale.

Les principaux éléments du résultat opérationnel courant entrant dans la composition des autres produits et autres charges d'exploitation concernent essentiellement les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales, les résultats de cessions sur immobilisations, le résultat net des opérations faites en commun, les redevances pour concessions de brevets ainsi que, chez Colas, les produits de cessions de matières premières (bitume) aux sociétés en participation (SEP) et aux groupements d'intérêt économique (GIE) d'enrobage et d'émulsions, qui revendent ultérieurement ces enrobés et émulsions à Colas.

Le résultat net des opérations faites en commun correspond à la quote-part de résultats provenant de sociétés non consolidées (sociétés en participation, etc.), par exemple ceux liés à l'exploitation des postes de fabrication d'enrobés ou de liants.

2.4.2 Endettement/Excédent financier net

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.4.3 Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement

Le cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.4.4 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours ;
- la variation des avances et acomptes versés ;
- la variation des créances clients et comptes rattachés ;
- la variation des actifs sur contrats clients ;
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- la variation des passifs sur contrats clients ;
- la variation des provisions courantes ;
- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts, hors trésorerie et dettes financières courantes, hors instruments de couverture et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.5 Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier trimestre, principalement chez Colas en raison des conditions climatiques. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années. Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes ainsi que la quote-part de résultat dans les coentreprises et entités associées sont détaillées par activité en note 11 Information sectorielle.

3.1 Goodwill

3.1.1 Évolution de la valeur nette au premier trimestre 2019

	T1 2019
31/12/2018 retraité	6 301
Changements de périmètre	121 ^a
Pertes de valeur	
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	9
31/03/2019	6 431

(a) dont 51 millions d'euros et 45 millions d'euros de goodwill suite à l'acquisition respectivement de Keyyo et Nerim chez Bouygues Telecom et 14 millions d'euros de goodwill suite à l'acquisition de De Mensen chez TF1.

3.1.2 Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	31/03/2019		31/12/2018 retraité	
	Total	Bouygues ou filiales (%)	Total	Bouygues ou filiales (%)
Bouygues Construction ^a	984	99,97%	975	99,97%
Colas ^b	1 302	96,66%	1 292	96,65%
TF1 ^b	1 401	43,87%	1 386	43,80%
Bouygues Telecom ^b	2 744	90,53%	2 648	90,53%
Total	6 431		6 301	

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

En l'absence d'indice de perte de valeur, les goodwill comptabilisés au 31 mars 2019 n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test de dépréciation.

3.2 Coentreprises et entités associées

	Valeur nette
31/12/2018 retraité	2 633
Quote-part de résultat net de la période	37
Écarts de conversion	18
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(19)
Résultat net et produits et charges nets comptabilisés	36
Changements de périmètre	(1)
Autres mouvements (dividendes, etc.)	3
31/03/2019	2 671

La contribution aux résultats d'Alstom dans les comptes du premier trimestre 2019 de Bouygues a été calculée sur la base de la publication par Alstom le 7 mai 2019 de ses résultats annuels de l'exercice 2018/2019. Du fait du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la contribution de Bouygues au titre du premier semestre d'Alstom pour l'exercice 2018/2019 avait été comptabilisée dans les comptes de Bouygues au 30 septembre 2018.

La contribution d'Alstom au résultat net du premier trimestre 2019 s'élève à 33 millions d'euros, contre une contribution de 73 millions d'euros au premier trimestre 2018.

La valeur d'Alstom au bilan au 31 mars 2019 dans les comptes de Bouygues s'élève à 2 121 millions d'euros (2 087 millions d'euros au 31 décembre 2018) et a été calculée sur une valeur des capitaux propres avant application de la norme IFRS 16 qui devrait en réduire le montant. L'impact de ce changement à la date de transition du 1^{er} avril 2019, annoncé non significatif par Alstom dans ses annexes annuelles au 31 mars 2019, sera appréhendé dans les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2019.

NOTE 4 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Capital de Bouygues SA

Au 31 mars 2019, le capital de Bouygues SA est constitué de 371 521 107 actions de un euro.

	31/12/2018	Flux 2019		31/03/2019
		Augmentation	Réduction	
Actions	372 377 939	13 000 ^a	(869 832) ^b	371 521 107
NOMBRE DE TITRES	372 377 939	13 000	(869 832)	371 521 107
Nominal	1 €			1 €
CAPITAL EN EUROS	372 377 939	13 000	(869 832)	371 521 107

(a) L'augmentation de 13 000 actions a été réalisée par exercice d'options de souscription.

(b) La réduction provient de l'annulation de 869 832 actions propres acquises le 4 janvier 2019 par Bouygues SA (réduction de capital et prime d'émission pour (32) millions d'euros)

Au titre de Bouygues Confiance n°10, 16 millions d'euros ont été perçus en janvier 2019.

NOTE 5 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

5.1 Provisions non courantes

	Avantages au personnel à long terme ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2018 retraité	818	286	377	561	2 042
Écarts de conversion	3		2	1	6
Changements de périmètre		1		2	3
Dotations	15	7	12	6	40
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(11)	(14)	(9)	(45)	(79) ^e
Virements de rubriques et autres mouvements			1	10	11
31/03/2019	825	280	383	535	2 023
(a) Avantages au personnel à long terme	825	dont principaux métiers concernés :			
Indemnités de fin de carrière (IFC)	532	Bouygues Construction			295
Médailles du travail	144	Colas			369
Autres avantages au personnel long terme	149	TF1			42
		Bouygues Telecom			81
(b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux	280	Bouygues Construction			117
Provisions sur litiges clients	97	Bouygues Immobilier			18
Réclamations sous-traitants	64	Colas			85
Autres litiges de personnel et divers	119	Bouygues Telecom			53
(c) Garanties données	383	Bouygues Construction			304
Provisions garanties décennales	264	Bouygues Immobilier			23
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics	119	Colas			56
(d) Autres provisions non courantes	535	Bouygues Construction			82
Risques liés aux contrôles administratifs divers	109	Colas			282
Provisions risques divers étranger	24	Bouygues Telecom			142
Provisions filiales et participations	55				
Démantèlement et remise en état des sites	300				
Autres provisions non courantes	47				
(e) dont reprises de provisions non utilisées au premier trimestre 2019	(17)				

5.2 Provisions courantes

Provisions liées au cycle d'exploitation	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers	Provisions pour pertes à terminaison chantiers	Autres provisions courantes	Total
31/12/2018 retraité	40	370	343	242	995
Écarts de conversion		2	2	2	6
Changements de périmètre		1		(1)	
Dotations	1	23	95	26	145
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(1)	(60)	(66)	(45)	(172) ^a
Virements de rubriques et autres mouvements					
31/03/2019	40	336	374	224	974

(a) dont reprises de provisions non utilisées au premier trimestre 2019 pour (29) millions d'euros

NOTE 6 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Répartition des emprunts

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	Total 31/03/2019	Total 31/12/2018 retraité	Total 31/03/2019	Total 31/12/2018 retraité
Emprunts obligataires	1 081	1 098	3 822	3 820
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	137	102	1 554	1 151
Emprunts et dettes financières divers	45	40	82	77
TOTAL DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES	1 263	1 240	5 458	5 048

Les dettes financières non courantes progressent de 410 millions d'euros principalement chez Colas pour 346 millions d'euros, TF1 pour 25 millions d'euros, et Bouygues Telecom pour 33 millions d'euros.

6.2 Covenants et trigger events

Les emprunts obligataires, à l'exception de celui à échéance 2020, comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA, à l'exception du financement de l'acquisition de Miller McAsphalt par Colas au Canada (388 millions d'euros) qui comporte temporairement un *covenant* de levier en dette sur EBITDA, tels que définis au contrat.

NOTE 7 VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	31/12/2018 retraité	Écarts de conversion	Flux de trésorerie	Changements de périmètre	Variations des justes valeurs	Autres mouvements ^c	31/03/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 928	18	(980)	11		31	2 008
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(238)	6	(106)	(1)		(31)	(370)
TRESORERIE NETTE (A)	2 690	24 ^a	(1 086) ^a	10 ^a	^a	^a	1 638
Dettes financières non courantes	5 048	15	377 ^b	10	2	6	5 458
Dettes financières courantes	1 240	1	15 ^b	2	(3)	8	1 263
Instruments financiers nets	14		1		13		28
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B)	6 302	16	393	12	12	14	6 749
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) - (B)	(3 612)	8	(1 479)	(2)	(12)	(14)	(5 111)

(a) flux nets de trésorerie du premier trimestre de 2019 de 1 052 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie

(b) flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement du premier trimestre de 2019 de 392 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie

(c) Les autres mouvements correspondent principalement à l'engagement de rachat des minoritaires de De Mense (TF1) pour 12 millions d'euros, ainsi qu'à l'engagement de rachat des minoritaires de Keyyo par Bouygues Telecom, dans le cadre de l'offre publique d'achat, pour 6 millions d'euros. Parallèlement, un compte de séquestre a été mis en place pour garantir l'engagement par Bouygues Telecom de racheter les titres apportés à l'offre jusqu'au 12 avril 2019, date de clôture de l'OPA. Au 31 mars 2019, le compte de séquestre d'un montant de 6 millions d'euros est inclus dans la rubrique "Trésorerie et équivalent de trésorerie".

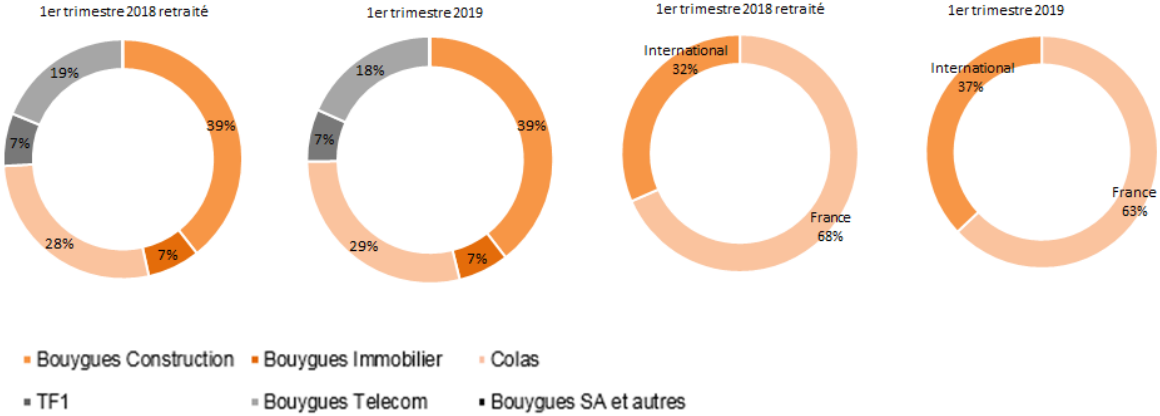
NOTE 8 ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCE INTERNATIONAL

	1 ^{er} trimestre 2019			1 ^{er} trimestre 2018 retraité		
	France	International	Total	France	International	Total
Bouygues Construction	1 211	1 922	3 133	1 299	1 389	2 688
Bouygues Immobilier	483	44	527	471	16	487
Colas	1 341	933	2 274	1 152	731	1 883
TF1	513	31	544	469	17	486
Bouygues Telecom	1 445		1 445	1 276		1 276
Bouygues SA et autres	2	8	10	2	4	6
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	4 995	2 938	7 933	4 669	2 157	6 826

Répartition du chiffre d'affaires total

Par métier

Par zone géographique



NOTE 9 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	1 ^{er} trimestre	
	2019	2018 retraité
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(58)	(94)
Autres produits opérationnels	17	71
Autres charges opérationnelles	(2)	(16)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(43)	(39)

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 11 de l'annexe.

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

2019

Bouygues Telecom : 15 millions d'euros, qui se composent de 12 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 51 sites et 7 pylones à Cellnex, 5 millions d'euros d'autres produits opérationnels, partiellement compensés par (2) millions de coûts de mise en oeuvre du partage de réseau

2018

Bouygues Telecom : 61 millions d'euros, qui se composent de 69 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 331 sites à Cellnex, 2 millions d'euros d'autres produits opérationnels, partiellement compensés par (10) millions de coûts de mise en oeuvre du partage de réseau

TF1 : (6) millions d'euros relatifs à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios

NOTE 10 IMPÔT

	1 ^{er} trimestre	
	2019	2018 retraité
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(27)	(22)
Impositions différées nettes	52	76
PRODUIT / (CHARGE) D'IMPÔT	25	54

Le taux effectif d'impôt est de 25% au premier trimestre de 2019, contre 50% au premier trimestre de 2018 retraité. Selon les activités, les bases comptables avant impôt sont positives ou négatives ce qui rend peu pertinente l'analyse d'un taux effectif au niveau du Groupe au premier trimestre.

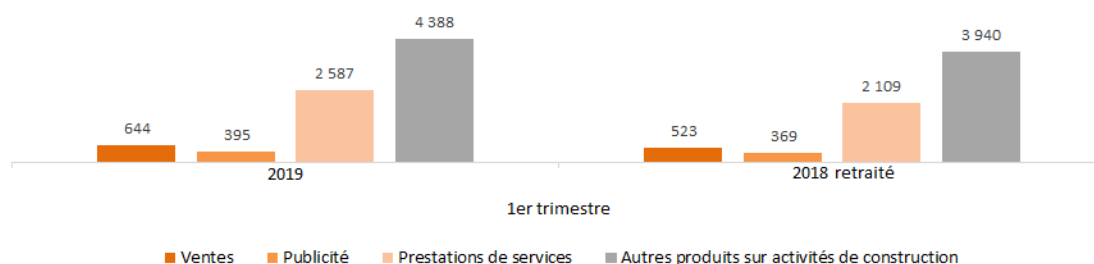
NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

Les contributions par métier aux principaux agrégats du Groupe sont les suivantes :

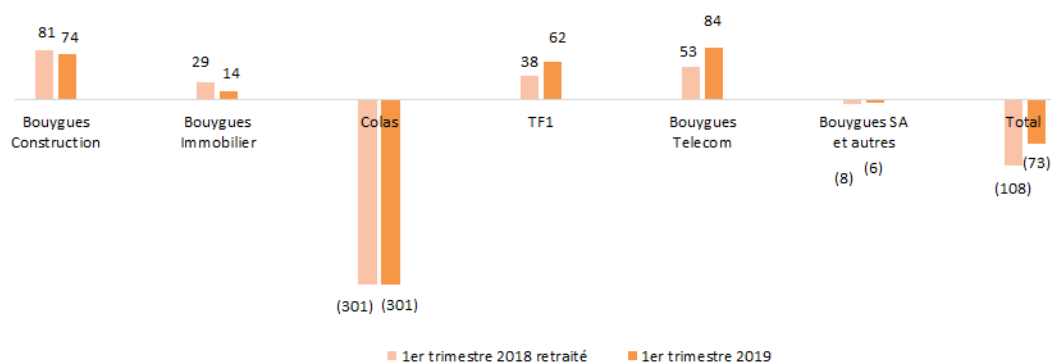
	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} trimestre 2019							
Ventes	27		398	37	182		644
Publicité				395			395
Prestations de services	1 039	11	99	122	1 269	47	2 587
Autres produits sur activités de construction	2 082	516	1 790				4 388
Chiffres d'affaires total	3 148	527	2 287	554	1 451	47	8 014
Chiffre d'affaires inter-activités	(15)		(13)	(10)	(6)	(37)	(81)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	3 133	527	2 274	544	1 445	10	7 933
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	77	14	(298)	63	91	(5)	(58)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT après Loyer ^a	74	14	(301)	62	84	(6)	(73)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	77	14	(298)	63	106	(5)	(43)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL après Loyer ^a	74	14	(301)	62	99	(6)	(58)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)		(3)	(1)	(7)	(1)	(15)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	(2)	8			33	37
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	55	6	(219)	18	53	28	(59)
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} trimestre 2018 retraité							
Ventes	29		293	25	176		523
Publicité				369			369
Prestations de services	684	9	169	105	1 105	37	2 109
Autres produits sur activités de construction	2 026	478	1 436				3 940
Chiffres d'affaires total	2 739	487	1 898	499	1 281	37	6 941
Chiffre d'affaires inter-activités	(51)		(15)	(13)	(5)	(31)	(115)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	2 688	487	1 883	486	1 276	6	6 826
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	84	30	(298)	39	59	(8)	(94)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT après Loyer ^a	81	29	(301)	38	53	(8)	(108)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	84	30	(298)	33	120	(8)	(39)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL après Loyer ^a	81	29	(301)	32	114	(8)	(53)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	1	(1)	9			73	82
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	63	16	(210)	11	70	64	14

(a) Le résultat opérationnel courant après Loyer et le résultat opérationnel après Loyer sont calculés à partir du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel pour y intégrer les charges d'intérêts sur obligations locatives calculées conformément à la norme IFRS 16.

Chiffre d'affaires consolidé



Résultat opérationnel courant après Loyer



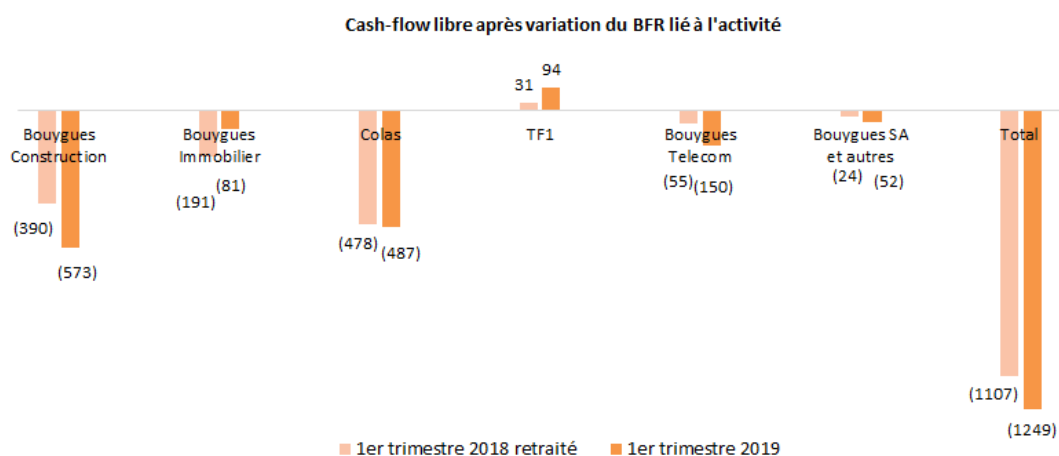
	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
EBITDA après Loyer 1^{er} trimestre 2019							
Résultat opérationnel courant après Loyer	74	14	(301)	62	84	(6)	(73)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	43	2	70	60	205	2	382
* Dotations nettes aux provisions et dépréciations	14	(15)		(5)	12	(2)	4
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(26)	(7)	(13)	(1)	(1)		(48)
EBITDA après Loyer 1^{er} trimestre 2019	105	(6)	(244)	116	300	(6)	265
EBITDA après Loyer 1^{er} trimestre 2018 retraité							
Résultat opérationnel courant après Loyer	81	29	(301)	38	53	(8)	(108)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	42	3	72	57	191	1	366
* Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(21)	(12)	4	8	10	(6)	(17)
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(51)	(17)	(28)	(2)	(4)	1	(101)
EBITDA après Loyer 1^{er} trimestre 2018 retraité	51	3	(253)	101	250	(12)	140

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Indicateurs financiers BILAN 31 mars 2019							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	2 567	(322)	(1 068)	34	(1 537)	(4 785)	(5 111)
Indicateurs financiers BILAN 31 décembre 2018 retraité							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	3 119	(238)	(475)	(28)	(1 275)	(4 715)	(3 612)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 1^{er} trimestre 2019							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	113	(1)	(257)	108	278	(34)	207
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	(607)	(76)	(183)	36	(91)	(16)	(937)
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(57)	(2)	(27)	(45)	(303)	(2)	(436)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(22)	(2)	(20)	(5)	(34)		(83)
CASH-FLOW LIBRE APRÈS VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (I) + (II) + (III) + (IV)	(573)	(81)	(487)	94	(150)^a	(52)	(1 249)
Autres indicateurs financiers 1^{er} trimestre 2018 retraité							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	120	10	(245)	92	259	(32)	204
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	(472)	(197)	(138)	(17)	(54)	11	(867)
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(20)	(2)	(79)	(40)	(224)	(3)	(368)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(18)	(2)	(16)	(4)	(36)		(76)
CASH-FLOW LIBRE APRÈS VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (I) + (II) + (III) + (IV)	(390)	(191)	(478)	31	(55)^b	(24)	(1 107)

(a) Le cash-flow libre de Bouygues Telecom avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité de (91) millions d'euros s'élève à (59) millions d'euros.

(b) Le cash-flow libre de Bouygues Telecom avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité de (54) millions d'euros s'élève à (1) millions d'euros.



NOTE 12 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2018, hormis les engagements liés aux contrats de location simple et aux contrats de location financement, qui sont désormais présentés au bilan dans les rubriques obligations locatives non courantes et courantes conformément à l'application de la norme IFRS 16.

NOTE 13 IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 "CONTRATS DE LOCATION" ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 "INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX"

Cette note présente les effets de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 sur les états financiers du Groupe, ainsi que les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 16 est appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2019, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Elle vient supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre les "contrats de location simple" et les "contrats de location-financement". Les preneurs doivent comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités précédemment prévues pour les contrats de location-financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

Les impacts sur le bilan au 31 décembre 2017 (retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9) ainsi que sur les états financiers au 31 mars 2018 et 31 décembre 2018 sont présentés ci-après, et concernent principalement la constatation d'un droit d'utilisation et d'une obligation locative notamment au titre des baux immobiliers, des sites radios et des fibres optiques. La durée de location correspond à la période non résiliable complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Elle est en général de neuf ans concernant les contrats portant sur des biens immobiliers en France. En l'absence de coûts directs initiaux significatifs, le droit d'utilisation correspond à la valeur actualisée des loyers. Ce droit est amorti et fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

Les montants des actifs et des dettes de location-financement précédemment classés en immobilisations corporelles et en dettes financières ont été reclassés respectivement en droits d'utilisation des actifs loués et en obligations locatives. Un impôt différé a été constaté sur l'écart entre droits d'utilisation et obligations locatives, entrant dans le champ de la norme IFRS 16, comme c'était le cas antérieurement pour les locations-financement.

La norme IFRS 16 se traduit par une réduction des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 de 74 millions d'euros nets d'impôts différés. Compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), l'impact de l'application d'IFRS 16 chez Alstom n'est pas pris en compte dans les bilans au 31 décembre 2017 et 2018, ni sur le premier trimestre 2018 présentés ci-après. En effet, Alstom n'appliquera la norme IFRS 16 qu'à compter du 1^{er} avril 2019 et ne communiquera l'impact sur ses capitaux propres que lors de la publication de ses résultats semestriels de l'exercice 2019/2020. La réduction de la valeur d'Alstom, attendue non significative, induite par l'application de la nouvelle norme chez Alstom sera donc comptabilisée dans les capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2019.

Les dispositions de l'interprétation IFRIC 23 sont appliquées par le Groupe au 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes fiscales des provisions pour risque portant sur l'impôt sur les sociétés. L'impact de l'interprétation est présenté ci-après sur le bilan au 31 décembre 2018.

États financiers au 31 décembre 2017 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	31/12/2017 publié ^a	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/12/2017 retraité
Immobilisations corporelles	6 658			(19)		b (66)		(85)	6 573
Droits d'utilisation des actifs loués		194	46	241	103	858	1	1 443	1 443
Immobilisations incorporelles	2 132								2 132
Goodwill	5 385								5 385
Coentreprises et entités associées	2 502								2 502
Autres actifs financiers non courants	568								568
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	323	4	1	5				10	333
ACTIF NON COURANT	17 568	198	47	227	103	792	1	1 368	18 936
Stocks	2 822								2 822
Avances et acomptes versés sur commandes	432								432
Clients et comptes rattachés	6 130								6 130
Actifs sur contrats clients	1 570								1 570
Actifs d'impôt (exigible)	331								331
Autres créances courantes	2 562	20						20	2 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 820								4 820
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	15								15
Autres actifs financiers courants	15								15
ACTIF COURANT	18 697	20						20	18 717
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	38								38
TOTAL ACTIF	36 303	218	47	227	103	792	1	1 388	37 691
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2017 publié^a	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/12/2017 retraité
Capital social	366								366
Primes et réserves	7 678	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	7 609
Réserve de conversion	(88)								(88)
Actions propres détenues									
Résultat net part du groupe	1 082								1 082
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	9 038	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	8 969
Participations ne donnant pas le contrôle	1 378				(2)	(3)		(5)	1 373
CAPITAUX PROPRES	10 416	(13)	(3)	(23)	(3)	(32)		(74)	10 342
Dettes financières non courantes	5 791			(9)				(9)	5 782
Obligations locatives non courantes		176	40	202	93	711		1 222	1 222
Provisions non courantes	2 058		1					1	2 059
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	279			(1)	(1)	(11)		(13)	266
PASSIF NON COURANT	8 128	176	41	192	92	700		1 201	9 329
Dettes financières courantes	736			(5)		(1)		(6)	730
Obligations locatives courantes		65	9	63	14	125	1	277	277
Impôts courants	115								115
Fournisseurs et comptes rattachés	7 489	1						1	7 490
Passifs sur contrats clients	3 184								3 184
Provisions courantes	885								885
Autres passifs courants	5 101	(11)						(11)	5 090
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	209								209
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	16								16
Autres passifs financiers courants	24								24
PASSIF COURANT	17 759	55	9	58	14	124	1	261	18 020
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	36 303	218	47	227	103	792	1	1 388	37 691
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)^c	(1 917)			14		1		15	(1 902)

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15.

(b) dont reclassement de 65 millions d'euros de coûts de démantèlement

(c) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

États financiers au 31 mars 2018 retraités de la norme IFRS 16

Bilan

ACTIF	31/03/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/03/2018 retraité
Immobilisations corporelles	6 786			(19)		(63) ^a		(82)	6 704
Droits d'utilisation des actifs loués		184	44	229	99	848	1	1 405	1 405
Immobilisations incorporelles	2 096								2 096
Goodwill	5 958								5 958
Coentreprises et entités associées	2 556								2 556
Autres actifs financiers non courants	558								558
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	378	4	1	5				10	388
ACTIF NON COURANT	18 332	188	45	215	99	785	1	1 333	19 665
Stocks	3 009								3 009
Avances et acomptes versés sur commandes	484								484
Clients et comptes rattachés	5 783								5 783
Actifs sur contrats clients	1 989								1 989
Actifs d'impôt (exigible)	380								380
Autres créances courantes	2 608	24						24	2 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 034								3 034
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	14								14
Autres actifs financiers courants	17								17
ACTIF COURANT	17 318	24						24	17 342
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	13								13
TOTAL ACTIF	35 663	212	45	215	99	785	1	1 357	37 020
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/03/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	31/03/2018 retraité
Capital social	365								365
Primes et réserves	8 737	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)	8 668
Réserve de conversion	(161)								(161)
Actions propres détenues									
Résultat net part du groupe	12		(1)	1		2		2	14
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 953	(13)	(4)	(22)	(1)	(27)		(67)	8 886
Participations ne donnant pas le contrôle	1 390				(2)	(3)		(5)	1 385
CAPITAUX PROPRES	10 343	(13)	(4)	(22)	(3)	(30)		(72)	10 271
Dettes financières non courantes	6 274			(8)				(8)	6 266
Obligations locatives non courantes		170	38	188	89	698		1 183	1 183
Provisions non courantes	2 035		2					2	2 037
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	259			(1)	(2)	(10)		(13)	246
PASSIF NON COURANT	8 568	170	40	179	87	688		1 164	9 732
Dettes financières courantes	344			(5)				(5)	339
Obligations locatives courantes		66	9	63	15	127	1	281	281
Impôts courants	128								128
Fournisseurs et comptes rattachés	6 827								6 827
Passifs sur contrats clients	1 506								1 506
Provisions courantes	791								791
Autres passifs courants	6 869	(11)						(11)	6 858
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	261								261
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	14								14
Autres passifs financiers courants	12								12
PASSIF COURANT	16 752	55	9	58	15	127	1	265	17 017
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente									
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 663	212	45	215	99	785	1	1 357	37 020
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)^b	(3 845)			13				13	(3 832)

(a) dont reclassement de 63 millions d'euros de coûts de démantèlement

(b) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Compte de résultat

	1 ^{er} trimestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} trimestre 2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 826								6 826
Autres produits de l'activité	63								63
Achats consommés	(3 061)								(3 061)
Charges de personnel	(1 759)								(1 759)
Charges externes	(1 764)	21	3	19	5	42	(1)	89	(1 675)
Impôts et taxes	(236)								(236)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(366)								(366)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(18)	(2)	(15)	(4)	(53)		(72)	(72)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	17								17
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	35								35
Autres produits d'exploitation	324								324
Autres charges d'exploitation	(190)								(190)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(111)	3	1	4	1	9	(1)	17	(94)
Autres produits opérationnels	71								71
Autres charges opérationnelles	(16)								(16)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(56)	3	1	4	1	9	(1)	17	(39)
Produits financiers	10								10
Charges financières	(64)								(64)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(54)								(54)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)	(14)
Autres produits financiers	12								12
Autres charges financières	(14)								(14)
Impôt	54					(1)	1		54
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	83		(1)					(1)	82
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	25		(1)	1		2		2	27
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	25		(1)	1		2		2	27
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	12		(1)	1		2		2	14
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	13								13
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	0,03								0,04
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	0,03								0,04
EBITDA après Loyer ^a	137			1		3	(1)	3	140

(a) L'EBITDA après Loyer est défini en note 2.4 de l'annexe. Il intègre la totalité des charges de loyers.

Tableau de flux de trésorerie

	1 ^{er} trimestre 2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	1 ^{er} trimestre 2018 retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	25		(1)	1		2		2	27
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(79)		1					1	(78)
Dividendes des sociétés non consolidées									
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	362								362
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		22	2	15	4	33		76	76
Plus et moins values de cessions d'actifs	(82)								(82)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	(54)					1	(1)		(54)
Impôts décaissés	(39)								(39)
Charges calculées diverses	(8)								(8)
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	125	22	2	16	4	36	(1)	79	204
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	54	3	1	3	1	6		14	68
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(864)	(4)					1	(3)	(867)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(685)	21	3	19	5	42		90	(595)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(482)								(482)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	114								114
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(132)								(132)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)								(1)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	2								2
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés									
Prix d'acquisition des activités consolidées	(630)								(630)
Prix de cession des activités consolidées									
Dettes nettes sur activités consolidées	(2)								(2)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	3								3
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	6								6
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 122)								(1 122)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(43)								(43)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère									
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle									
Variation des dettes financières courantes et non courantes	79								79
Remboursement des obligations locatives		(18)	(2)	(16)	(4)	(36)		(76)	(76)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	(54)	(3)	(1)	(3)	(1)	(6)		(14)	(68)
Autres flux liés aux opérations de financement	18								18
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(21)	(3)	(19)	(5)	(42)		(90)	(90)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES									
	(31)								(31)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 838)								(1 838)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE	4 611								4 611
Flux nets	(1 838)								(1 838)
Flux non monétaires									
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	2 773								2 773
TOTAL CASH-FLOW LIBRE après BFR ^a	(1 107)								(1 107)

(a) Le Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est défini en note 2.4 de l'annexe.

États financiers au 31 décembre 2018 retraités de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23

Bilan

ACTIF	31/12/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Impacts IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	7 432			(50)		(55) ^a		(105)		7 327
Droits d'utilisation des actifs loués		249	40	370	98	802	2	1 561		1 561
Immobilisations incorporelles	2 198									2 198
Goodwill	6 301									6 301
Coentreprises et entités associées	2 633									2 633
Autres actifs financiers non courants	536									536
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	317	3	1	5				9		326
ACTIF NON COURANT	19 417	252	41	325	98	747	2	1 465		20 882
Stocks	3 154									3 154
Avances et acomptes versés sur commandes	483									483
Clients et comptes rattachés	6 389									6 389
Actifs sur contrats clients	2 026									2 026
Actifs d'impôt [exigible]	260									260
Autres créances courantes	2 684	23						23		2 707
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 928									2 928
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	11									11
Autres actifs financiers courants	10									10
ACTIF COURANT	17 945	23						23		17 968
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	332			8				8		340
TOTAL ACTIF	37 694	275	41	333	98	747	2	1 496		39 190
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	Impacts IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Capital social	372									372
Primes et réserves	8 146	(13)	(3)	(23)	(1)	(29)		(69)		8 077
Réserve de conversion	(103)									(103)
Actions propres détenues										
Résultat net part du groupe	1 311		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)		1 308
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	9 726	(13)	(4)	(22)	(2)	(32)	1	(72)		9 654
Participations ne donnant pas le contrôle	1 391				(2)	(3)		(5)		1 386
CAPITAUX PROPRES	11 117	(13)	(4)	(22)	(4)	(35)	1	(77)		11 040
Dettes financières non courantes	5 080			(30)		(2)		(32)		5 048
Obligations locatives non courantes		222	35	317	85	662	2	1 323		1 323
Provisions non courantes	2 068		2					2	(28)	2 042
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	348			(2)	(2)	(12)	(1)	(17)		331
PASSIF NON COURANT	7 496	222	37	285	83	648	1	1 276	(28)	8 744
Dettes financières courantes	1 253			(12)		(1)		(13)		1 240
Obligations locatives courantes		77	8	74	19	135		313		313
Impôts courants	126								28	154
Fournisseurs et comptes rattachés	7 423									7 423
Passifs sur contrats clients	3 665									3 665
Provisions courantes	995									995
Autres passifs courants	5 010	(11)						(11)		4 999
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	238									238
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	25									25
Autres passifs financiers courants	21									21
PASSIF COURANT	18 756	66	8	62	19	134		289	28	19 073
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	325			8				8		333
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	37 694	275	41	333	98	747	2	1 496		39 190
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)^b	(3 657)			42		3		45		(3 612)

(a) dont reclassement de 55 millions d'euros de coûts de démantèlement

(b) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Compte de résultat

	2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	35 555								35 555
Autres produits de l'activité	185								185
Achats consommés	(16 715)								(16 715)
Charges de personnel	(7 975)								(7 975)
Charges externes	(7 845)	90	11	77	20	157		355	(7 490)
Impôts et taxes	(687)								(687)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 703)								(1 703)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(87)	(9)	(68)	(17)	(134)	1	(314)	(314)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(417)								(417)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	94								94
Autres produits d'exploitation	1 862	8		5				13	1 875
Autres charges d'exploitation	(843)	(1)						(1)	(844)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 511	10	2	14	3	23	1	53	1 564
Autres produits opérationnels	371								371
Autres charges opérationnelles	(106)								(106)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 776	10	2	14	3	23	1	53	1 829
Produits financiers	29								29
Charges financières	(245)								(245)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	(216)								(216)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(11)	(2)	(13)	(4)	(27)		(57)	(57)
Autres produits financiers	81	1						1	82
Autres charges financières	(64)								(64)
Impôt	(427)					1		1	(426)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	303		(1)					(1)	302
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente									
RÉSULTAT NET	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 311		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 308
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	142								142
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)	3,57								3,56
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	3,55								3,54
EBITDA après Loyer^a	3 144	(1)		1	(1)	(4)	1	(4)	3 140

(a) L'EBITDA après Loyer est défini en note 2.4 de l'annexe. Il intègre la totalité des charges de loyers.

Tableau de flux de trésorerie

	2018 publié	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total impacts IFRS 16	2018 retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES									
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ									
Résultat net des activités poursuivies	1 453		(1)	1	(1)	(3)	1	(3)	1 450
Retraitements :									
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(186)		1					1	(185)
Dividendes des sociétés non consolidées	(32)								(32)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	1 762								1 762
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		92	9	68	17	134	(1)	319	319
Plus et moins values de cessions d'actifs	(420)	(2)						(2)	(422)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	427					(1)		(1)	426
Impôts décaissés	(520)								(520)
Charges calculées diverses	(89)								(89)
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	2 395	90	9	69	16	130		314	2 709
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	216	11	2	13	4	27		57	273
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciation et provisions courantes	(395)	(4)						(4)	(399)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	2 216	97	11	82	20	157		367	2 583
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT									
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 178)								(2 178)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	605								605
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(165)								(165)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(31)								(31)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	65								65
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15								15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(1 568)								(1 568)
Prix de cession des activités consolidées	113								113
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)								(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(11)								(11)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	72								72
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(3 084)								(3 084)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT									
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	(22)								(22)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(620)								(620)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(92)								(92)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	(161)								(161)
Remboursement des obligations locatives		(86)	(9)	(69)	(16)	(130)		(310)	(310)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	(216)	(11)	(2)	(13)	(4)	(27)		(57)	(273)
Autres flux liés aux opérations de financement	3								3
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(1 108)	(97)	(11)	(82)	(20)	(157)		(367)	(1 475)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES									
	54								54
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 922)								(1 922)
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	4 611								4 611
Flux nets	(1 922)								(1 922)
Flux non monétaires									
Activité détenue en vue de la vente	1								1
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	2 690								2 690
II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU DETENUES EN VUE DE LA VENTE									
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE									
	9								9
Flux nets	(10)								(10)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	1								1
TOTAL CASH-FLOW LIBRE après BFR ^a	427								427

(a) Le Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est défini en note 2.4 de l'annexe.